

FICHE PRODUIT CONSTITUER UN PATRIMOINE

Pour se constituer un patrimoine, il existe plusieurs types d'investissements : l'immobilier, épargner sur ses produits bancaires, l'assurance-vie, le contrat de capitalisation, etc. Pour vous aider à y voir plus clair, nous vous présentons ces différentes solutions afin que vous compreniez de quoi il en retourne et que vous fassiez les choix adaptés à vos besoins.

L'ASSURANCE-VIE

Le contrat d'assurance-vie, souvent présenté comme le placement préféré des Français, est une solution bénéficiant d'une fiscalité avantageuse lorsque cette dernière est détenue depuis plus de 8 ans. Lorsque l'on souhaite se constituer un patrimoine sur le long terme, cette solution apparaît donc comme essentielle.

Qu'est-ce qu'un contrat d'assurance-vie ?

Le contrat d'assurance-vie est une solution à double aspect : en cas de vie et en cas de décès.

- En cas de vie, c'est un contrat qui vous permet de capitaliser votre épargne sur des investissements plus ou moins risqués en fonction de votre profil. En effet, il est possible de sécuriser son contrat à hauteur de 100%, mais également de diversifier ses placements en ne sécurisant qu'une partie de son capital (en fonction de votre profil de risque) et investir le reliquat sur des marchés plus porteurs. Ainsi vous pourrez espérer des rendements plus intéressants.
- En cas de décès, votre capital est transmis aux personnes de votre choix, en bénéficiant d'une fiscalité très avantageuse. De plus, ces sommes ne rentrent pas dans votre succession, et sont par conséquent non prises en comptes dans le calcul des droits de vos héritiers.

Se constituer un patrimoine avec l'assurance-vie :

A ce jour, les rendements des épargnes bancaires non fiscalisées telles que le livret A ou le Livret de Développement Durable et Solidaire (LDDS, ex-CODEVI) sont de 0.50% de rendement annuel. Avec ces rendements, il vous faudrait 144 ans pour doubler votre capital.

Sur une assurance-vie, en investissant à hauteur de 50% sur les marchés à travers des Unités de compte (UC), sur ces dernières années, il est possible de viser des rendements annualisés de l'ordre de 4%. Dans ce cadre, avec 4% de rendements, votre capital double en seulement 18 ans.

Pour rendre son contrat le plus efficient possible, il est intéressant de mettre en place des versements programmés sur ce contrat. En prenant un exemple concret, en plaçant un capital initial de 10 000€ et en mettant en place des versements programmés de l'ordre de 50€ par mois, vous atteindrez les 20 000€ en 9 ans et demi avec un rendement annuel théorique de 4%. Il faudrait 11 ans avec un rendement annuel théorique de 3%.

Dans ce cadre, il est intéressant de placer une partie de son épargne sur cette solution.

Avant de préciser la fiscalité actuelle de l'assurance-vie, nous tenons à rappeler que en cas de rachat partiel (retrait d'une somme d'argent), seule la part d'intérêt comprise dans le rachat est taxable. Votre capital ne sera donc pas impacté fiscalement.

Fiscalité de l'assurance-vie en cas de vie :

En cas de vie, comme indiqué plus haut, la fiscalité de l'assurance-vie ne s'applique que lorsque des retraits (ou rachats) sont effectués, seulement sur les intérêts générés. Il est à distinguer deux cas de figures, tels que :

Durée écoulée depuis la souscription du contrat	Produits des primes versées <u>avant</u> le 27 septembre 2017 (rachat avant ou après le 1er janvier 2018)		Produits des primes versées <u>depuis</u> le 27 septembre 2017 (rachat effectué après le 1er janvier 2018)	
	Principe (de plein droit)	Sur option	Principe (de plein droit)	Sur option (*)
Moins de 4 ans	Barème progressif	PFL à 35 %	12,8 % (PFU)	Barème progressif
Entre 4 et 8 ans		PFL à 15 %		
Supérieure ou égale à 8 ans	Primes versées après le 25 septembre 1997 : Barème progressif après abattement de 4 600 € ou 9 200 €* 	PFL à 7,5 % après abattement de 4 600 € ou 9 200 €* 	Après abattement de 4 600 € ou 9 200 € : - si primes nettes <150 000 € **: 7,5 %	Barème progressif après abattement de 4 600 € ou 9 200 €*
	Primes versées avant le 25 septembre 1997 : Exonération		- si primes nettes > 150 000 € **: fraction à 7,5 % et fraction à 12,8 %	

*Pour un couple
** 300 000 € pour un couple

Fiscalité de l'assurance-vie en cas de mort :

En cas de mort, comme indiqué précédemment, l'assurance-vie bénéficie d'une fiscalité particulière définie en fonction de l'âge de l'assuré au moment du versement des sommes sur son assurance vie.

Si l'assuré a versé sur son contrat avant ses 70 ans :

Dans le cadre où l'assuré a versé des sommes avant ses 70 ans, au moment de son décès, les bénéficiaires reçoivent les sommes sans **aucune fiscalité jusqu'à 152.500€ par bénéficiaire**. N'importe quelle personne peut être désignée comme bénéficiaire : enfants, frères, sœurs, parents, amis, tiers, etc. Au-delà de cette somme, un taux forfaitaire de 20% est appliqué, toujours par bénéficiaire, entre 152 500 € et 700 000€, puis le taux est porté à 31,25% au-delà.

Si l'assuré a versé sur son contrat après ses 70 ans :

Dans le cadre où l'assuré a versé des sommes après ses 70 ans, au moment de son décès, les sommes sont reversées aux bénéficiaires **sans fiscalité à hauteur de 30.500€**. Cet abattement est réparti au prorata de perception sur l'ensemble des bénéficiaires. Elle concerne, de plus, l'ensemble des contrats de l'assuré.

Cet abattement est à affecter au prorata de perception : s'il y a deux bénéficiaires à hauteur de 50% chacun, ils auront chacun 15.225€ d'abattement sur les sommes perçues. N'importe quelle personne peut être désignée comme bénéficiaire : enfants, frères, sœurs, parents, amis, tiers, etc. Au-delà de cette somme, de la fiscalité est à prendre en compte.

Pour information, des fiscalités particulières existent sur les contrats d'assurance-vie comme la fiscalité applicable en cas de démembrement de propriété des sommes transmises. Dans le cadre de ces situations, nous vous invitons à nous contacter pour étudier votre cas particulier ensemble.

Fiscalité de l'assurance-vie en cas de rente :

D'un point de vue fiscal, seule une partie de la rente viagère est soumise à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux. Cette fraction est fixée forfaitairement d'après votre âge lors du 1^{er} versement de la rente. Cette dernière est définie de la manière suivante :

- 70 % si vous êtes âgé de moins de 50 ans ;
- 50 % si vous êtes âgé de 50 à 59 ans ;
- 40 % si vous êtes âgé de 60 à 69 ans ;
- 30 % si vous êtes âgé de plus de 69 ans.

Il est possible qu'au moment de votre décès, le montant des rentes perçues soit inférieur à la totalité du capital que vous aviez versé sur votre contrat. Afin de vous prémunir de cela, il est possible de souscrire à l'option de réversion qui garantit, en cas de décès de l'assuré, le versement d'un pourcentage du montant de la rente viagère à un bénéficiaire.

Nous vous invitons à nous contacter pour que l'on définisse ensemble votre profil de risque ainsi que pour la mise en place du contrat d'assurance-vie le plus adapté à votre situation afin de vous constituer ou développer votre patrimoine à travers cette solution.